

PPRI de Chautagne

Règlement

Table des matières

TITRE I : GÉNÉRALITÉS.....	2
TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES applicables à tout le territoire du PPRI.....	4
Article 1 – Lits mineurs.....	4
Article 2 – Bande de recul.....	4
Article 3 - Détermination de la cote de référence.....	6
TITRE III - REGLEMENTATION DES ZONES ROUGES.....	7
ZONES R, Rd et Rh.....	7
Article R1 - Interdictions.....	7
Article R2 - Autorisations.....	8
Article R3 – Prescriptions.....	9
Article R4 – Recommandations.....	10
TITRE IV - REGLEMENTATION DES ZONES BLEUES.....	11
ZONES B.....	11
Article B1 - Interdictions.....	11
Article B2 - Autorisations.....	12
Article B3 – Prescriptions.....	12
Article B4 – Recommandations.....	13
Titre V – REGLEMENTATION DES ZONES D'ALEA EXCEPTIONNEL.....	14
ZONES EX.....	14
Article EX1 - Interdictions.....	14
Article EX2 - Autorisations.....	14
Article EX3 – Prescriptions.....	14
Article EX4 - Recommandations.....	14
TITRE VI – MESURES CONCERNANT LES BIENS EXISTANTS.....	15
Considérations portant sur la réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants.....	15
Article 1 – Mesures obligatoires.....	15
Article 2 – Mesures recommandées.....	16
TITRE VII - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.....	17
Chapitre 1 - Mesures de prévention.....	17
Chapitre 2 – Mesures de protection collectives.....	18
Chapitre 3 – Mesures de sauvegarde.....	18
ANNEXES.....	20
ANNEXE 1 : Classification des ERP.....	21
ANNEXE 2 : Fiches Conseils.....	22
ANNEXE 3 : Fiches travaux à l'attention des constructeurs.....	26
ANNEXE 4 : Liste non exhaustive de produits et matériaux polluants toxiques ou dangereux.....	27
ANNEXE 5 : Glossaire.....	28

TITRE I : GÉNÉRALITÉS

Le règlement du Plan de Prévention des Risques d'inondation dans la plaine de Chautagne concerne le fleuve Rhône et le lac du Bourget, il s'applique à une partie du territoire des communes de Motz, Serrières en Chautagne, Ruffieux, Chindrieux, Vions, Chanaz et Conjux.

Ce titre premier a pour objectif de présenter un certain nombre de **considérations générales** nécessaires à une bonne compréhension et à une bonne utilisation du règlement du PPR, document établi par l'État et opposable aux tiers une fois toutes les mesures de publicité réalisées (publication de l'arrêté d'approbation au recueil des actes administratifs, affichage en mairie, publicité dans la presse).

Le PPRi vaut servitude d'utilité publique, il s'applique indépendamment de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur, le présent règlement fixe les dispositions applicables :

- à l'implantation de toutes constructions et installations nouvelles,
- à la réalisation de tous travaux,
- à l'exercice de toutes activités,
- aux biens et activités existants.

ZONAGE ET REGLEMENT

Les prescriptions et réglementations sont définies par ensembles homogènes, tels que représentés sur les cartes de zonage réglementaire du risque établies sur fond topographique complété avec les délimitations parcellaires au 1/5000.

Sont ainsi définies 4 types de zones :

- Des zones rouges dites inconstructibles (R, Rd ; Rh) : Certains aménagements peuvent toutefois y être autorisés, assortis d'une prise en compte du risque, mais la vocation de ces zones est globalement le maintien du bâti à l'existant.
- Des zones bleues dites constructibles sous conditions (B) : La vocation de ces zones est de permettre la réalisation de la plupart des constructions nouvelles sous réserve d'une prise en compte appropriée du risque visant à limiter l'aggravation de la vulnérabilité et des aléas.
- Des zones vertes uniquement soumises à l'aléa exceptionnel (Q1000 au delà de l'aléa de référence), (Ex) : La vocation de ces zones est de réglementer les bâtiments les plus sensibles et ceux nécessaires à la gestion de crise (interdiction ou autorisation avec prescriptions).
- Des zones blanches : zones dans lesquelles, il n'y a pas de risque prévisible ou pour lesquelles la probabilité d'occurrence est plus rare que la crue exceptionnelle. Elles ne sont pas soumises à une réglementation spécifique mais les prescriptions générales du présent règlement s'y appliquent.

Nota : Il appartient au maître d'ouvrage de prendre en compte, dans son projet, la présence possible d'une nappe souterraine et l'éventualité, dans ces zones blanches, à proximité des zones rouges et bleues (en particulier en cas de niveaux enterrés), d'une crue supérieure à la crue de référence, d'écoulements non cartographiés, ou des phénomènes non pris en compte dans le présent PPRi comme les remontées de nappe par exemple.

• **MISE EN OEUVRE ET CONSEQUENCES**

Les règles du PPRI sont définies en application de l'article L 562-1-II-1° et 2 du code de l'environnement.

Leur application est de la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre des constructions, travaux et installations concernés par le présent règlement.

Le respect des dispositions du PPR conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

Remarque :

Il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5- du code de l'environnement, les infractions aux dispositions du PPRI sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'État ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du code de l'urbanisme.

TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES applicables à tout le territoire du PPRI

Article 1 – Lits mineurs

La loi sur l'eau définit le lit mineur d'un cours d'eau comme étant l'espace recouvert par les eaux coulantes à pleins bords avant débordement. Il correspond en général à la zone comprise entre les crêtes de berges ou de digues.

Le lit mineur est mobilisé régulièrement par les crues. L'ensemble du lit mineur doit rester naturel, afin de permettre l'écoulement optimal des crues et la « respiration » de la rivière (espace de bon fonctionnement morphologique et biologique). En particulier, on veillera à interdire l'édification de pile d'ouvrage dans le lit mineur des cours d'eau.

Tout projet autre que ceux cités ci-dessous est interdit dans l'emprise du *lit mineur des cours d'eau.**

Peuvent cependant être autorisés :

1. A condition qu'ils maintiennent la capacité d'écoulement en crue centennale et qu'ils soient conçus de manière à limiter la formation d'embâcle, les constructions et les installations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général, les infrastructures (notamment les infrastructures de transports routiers, ferroviaires, de fluides, les ouvrages de franchissement aériens ou souterrains,...), les équipements et ouvrages techniques qui s'y rattachent, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux ;
2. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, notamment ceux autorisés au titre de la Loi sur l'Eau (ou valant loi sur l'eau), et ceux réalisés dans le cadre d'un projet global d'aménagement et de protection contre les inondations ;
3. Les ouvrages liés à l'usage de l'eau, sous réserve qu'ils supportent l'inondation, qu'ils ne présentent pas de risque de formation d'embâcle et qu'ils soient suffisamment ancrés au sol ;

Toute installation, ouvrage, travaux ou activité (IOAT) ayant une incidence sur le milieu aquatique en général et le lit mineur est conditionné à autorisation administrative au titre de la **loi sur l'eau**.

Article 2 – Bande de recul

1-Principe

L'objectif de **laisser un espace de mobilité, de respiration ou « espace de bon fonctionnement » aux cours d'eau** doit guider toute action à proximité des cours d'eau. D'une manière générale les cours d'eau doivent être maintenus ouverts et en bon état de fonctionnement.

La traduction de cet objectif consiste en la mise en place d'une **bande de recul** sans constructions ni mouvements de terre significatifs (déblais, remblais) de part et d'autre de tout axe hydraulique qui recueille les eaux d'un bassin versant et qui peut de ce fait recevoir un débit de crue suite à un épisode pluvieux.

Cette bande de recul permet de se prémunir des conséquences d'éventuels érosions de berges, débordements ou suite à la création d'*embâcles** lors d'une crue.

Elle permet également l'accès au cours d'eau et le passage des engins notamment pour l'entretien des berges et du lit.

D'une manière générale, les cours d'eau et fossés doivent être maintenus ouverts (sauf bien sûr en cas de couverture rendue nécessaire pour le franchissement d'infrastructures...) et en état de fonctionnement afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.

*Texte** : voir glossaire

Les ouvrages non susceptibles de recevoir un débit de crue, tels que certains caniveaux, fossés de drainage ou canaux dont le débit est régulé par construction ne sont pas concernés, même si un libre passage des engins d'entretien reste très souhaitable en général.

2-Application

Cette bande s'applique aux cours d'eau non étudiés dans le PPRI mais aussi à ceux étudiés soumis ou non à des débordements. Elle ne préjuge en aucun cas de l'absence de risque au-delà.

La bande de recul peut être en zone inondable (cf suite du règlement)
et faire l'objet à ce titre de prescriptions liées à l'inondabilité.
Ce sont les prescriptions les plus contraignantes qui s'appliquent.

L'application de cette marge de recul est obligatoire dans le périmètre de prescription du PPRI et fortement recommandée sur l'ensemble du territoire communal.

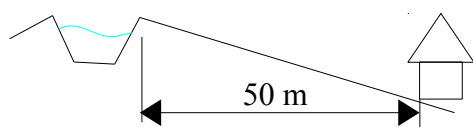
Le contre canal en arrière des digues CNR ainsi que son prolongement au droit de l'écluse constituant le port de Chanaz ne sont pas concernés par la présente règle.

3-Dimensions de la bande de recul

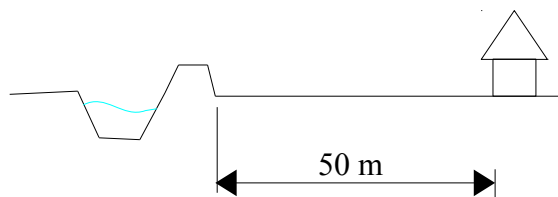
La bande de recul a une **largeur fixe de 10m**, comptée à **partir du sommet de la berge** naturelle de chaque côté du cours d'eau.

Dans **certaines configurations (lits perchés, petites digues « non CNR » ne bordant pas le Rhône)**, la marge de recul est étendue à **50m**.

*Lits perchés** :



Digues non CNR ne bordant pas le Rhône :



Il est admis que la bande de recul puisse être **réduite pour les cas particuliers** pour lesquels une **étude démontre l'absence de risque** d'érosion, d'embâcle et de débordement : berges non érodables, section hydraulique largement suffisante compte tenu de la taille et de la conformation du bassin versant, travaux ayant conduit à redonner l'espace de mobilité en reculant les berges...

Pour permettre l'entretien, la largeur de la bande de recul **ne peut être inférieure à 4m** à partir du sommet de la berge (au moins d'un côté pour les petits ruisseaux).

4-Réglementation dans la bande de recul

Toute construction, tout aménagement est interdit dans la bande de recul, sauf exceptions ci-après :

Sont autorisés :

1. Les travaux et aménagements liés à la gestion du cours d'eau, notamment ceux de nature à réduire les risques, et/ou réalisés dans le cadre d'un projet collectif de protection contre les inondations, (et qui devront respecter la Loi sur l'Eau). Ex : plage de dépôt, entretien des cours d'eau...;
2. Les ouvrages de franchissement (pont, ponceau, dalot...), dans le respect de la loi sur l'eau et donc avec un objectif de non aggravation des risques d'inondation amont / aval (respect de la capacité d'écoulement du lit et conception évitant la formation d'*embâcles**). Si l'ouvrage participe à la régulation de l'inondation (obstacle à l'écoulement des crues), il doit être conçu et réalisé comme un ouvrage hydraulique, et justifié comme tel ;
3. Les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, ainsi que leur réparation en prévoyant si possible une réduction de la vulnérabilité ;
4. Les aménagements nécessaires à la mise aux normes de l'existant, sans augmentation de la

*Texte** : voir glossaire

capacité d'accueil. Pour les campings-caravanings, la commission de sécurité des campings statuera sur l'opportunité de conserver cette activité dans la bande de recul.

5. Les extensions limitées à 20% de l'emprise au sol du bâti existant sur la bande de recul, si elles s'inscrivent dans la continuité du bâtiment existant, et ne présentent pas un empiétement supplémentaire vers le cours d'eau ni une réduction du lit mineur ; sous réserve de dispositions constructives appropriées en cas d'érosion de berges ou de débordements ;
6. Les projets nouveaux situés en dent creuse, dans l'alignement d'un front bâti existant du côté berge, si une étude démontre l'absence de risque d'érosion de débordement et d'*embâcles** ;
7. Les changements de destination de plancher, s'ils entraînent une diminution de la vulnérabilité ou au moins n'aggravent pas celle-ci, ou si une étude démontre l'absence de risque d'érosion de débordement et d'*embâcles** ;
8. Les murs, clôtures fixes, haies qui laissent libre un passage de 4 m le long du cours d'eau ;
9. Les clôtures installées à titre provisoire (parcs à bétail...) ;
10. Les constructions, installations, infrastructures, réseaux aériens ou enterrés nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général, dans la mesure où leur implantation est techniquement justifiée à cet emplacement et sous réserve de dispositions constructives appropriées aux risques, y compris en phase travaux ;
11. Tout projet (aire de stationnement, construction...) situé dans une bande de recul, implanté entre 4 et 10 m sous réserve de justifier :
 - de l'absence de risque d'érosion, au-delà d'une bande de 4 m, de débordements et d'*embâcles** en situation de crue centennale.
 - que l'implantation du projet ne peut être réalisée dans une zone d'aléa plus faible
12. Tout projet (voirie, réseau...) qui permet un passage pour entretien sur 4 m sous réserve de justifier :
 - de l'absence totale de risque d'érosion, de débordements et d'*embâcles** en situation de crue centennale,
 - que l'implantation du projet ne peut être réalisée dans une zone d'aléa plus faible.

Article 3 - Détermination de la cote de référence

Le règlement fait état de *cotes de référence** pour l'inondation de projet.

Rappel : La cote de référence représente le niveau d'eau susceptible d'être atteint par la crue de référence retenue. Elle permet notamment de positionner les planchers des constructions autorisées au-dessus du niveau des plus hautes eaux pour le phénomène de référence retenu

Les cotes sont affectées à des profils en travers reportés sur les plans de zonage.

Les cotes à prendre en compte se lisent directement sur les profils ou en interpolant entre 2 profils successifs lorsque le projet se situe entre 2 profils.

TITRE III - REGLEMENTATION DES ZONES ROUGES

ZONES R, Rd et Rh

Les zones classées **R** correspondent aux espaces de débordement et d'épandage des crues du Rhône d'aléa fort dans les zones urbanisées et pour tous les aléas dans les zones non urbanisées.

Les zones classées **Rd** correspondent aux espaces situés en arrière des digues bordant le Rhône (bande de sécurité).

Ces espaces lorsqu'ils sont situés en arrière de digues CNR offrent une garantie très forte contre le risque de déversement compte tenu du dimensionnement, de la conception et de l'entretien de ces ouvrages. Néanmoins le PPRI les prend en compte pour maintenir la conscience du risque et surtout prévenir d'un événement majeur tel que la rupture de l'ouvrage toujours possible ou la survenue d'un événement exceptionnel. Cette bande de sécurité est d'une largeur forfaitaire de 100m.

Lorsqu'ils sont situés en arrière de digues non CNR (cas des digues de Picollet et de La Loi), la résistance à l'aléa de référence n'est pas garantie, la largeur de la bande est fonction de la hauteur de charge pesant sur la digue pour la crue de référence.

Les zones classées **Rh** correspondent à des hameaux de certaines communes lorsqu'ils revêtent un caractère historique, dense, et qu'ils sont situés en zone inondable d'aléa fort.

Dans ces zones, le principe du PPR est d'interdire toute construction nouvelle et de limiter les aménagements, afin de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens, et de maintenir le libre écoulement des eaux.



Les dispositions générales du titre II s'appliquent en sus de la présente réglementation

Article R1 - Interdictions

Sont interdits :

- Tous les projets autres que ceux visés au chapitre autorisations.

Et plus particulièrement cités de manière non limitative :

- Les remblaiements généraux et tous travaux de terrassement susceptibles de faire obstacle au libre écoulement et à l'expansion des crues autres que ceux strictement nécessaires à la réalisation des projets autorisés à l'article 2 et à leur accès.
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages de matériaux ou produits finis susceptibles en cas de crue de réduire le champ d'expansion de crue ou de faire obstacle significativement aux écoulements.
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages susceptibles de libérer en cas de crue des *matériaux polluants pour l'environnement, dangereux ou toxique pour la santé** (à titre indicatif cf liste en annexe 4, dépôts de fumier [à l'exception des ouvrages de stockage individuel des effluents requis pour tout nouveau bâtiment d'élevage], dépôts de sel, etc.).
- L'édification de digues sauf celles destinées à protéger des lieux urbanisés existants, et n'ayant pas fait l'objet d'une opposition au titre de la Loi sur l'Eau.
- La création et l'extension (augmentation de la capacité d'accueil) de terrains de camping.
- La création et l'extension (augmentation de la capacité d'accueil) d'aires d'accueil, d'aires de grands rassemblements et de terrains familiaux pour gens du voyage.
- La construction, la reconstruction et l'extension d'*établissement de secours ou nécessaires à la gestion d'une crise** (casernes de pompiers, gendarmeries, etc.) et des ERP de type U, R, J sauf autorisation spécifique ci-après (art. 2).

*Texte** : voir glossaire

- L'implantation, la reconstruction ou l'extension d'installations liées à l'activité industrielle, commerciale, susceptibles de libérer des produits polluants ou dangereux (type *ICPE**).
- La reconstruction des biens sinistrés par une inondation (dommage en lien avec le risque à l'origine du classement de la zone PPRI).
- Les démolitions reconstructions volontaires
- La création de sous sols y compris pour du stationnement.

Article R2 - Autorisations

A condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement et n'aggravent pas les risques et leurs effets , sous réserve du respect des prescriptions de l'article 3, sont autorisés :

- Les ouvrages collectifs liés à l'eau potable et à l'assainissement (stations de pompages, station d'épuration, ...).
- Les locaux techniques, sanitaires et équipements de service public, d'intérêt général et collectif, sous réserve que le maître d'ouvrage justifie que leur implantation ne puisse être envisagée sur un site moins exposé à l'aléa et sous réserve qu'il prenne des dispositions appropriées aux risques. Une étude de risque sera jointe au permis de construire.
- Les infrastructures de transport (routier, ferroviaires, de fluides, y compris les ouvrages de franchissement aériens ou souterrains) dans la mesure où le maître d'ouvrage démontre que le projet n'aggrave pas les risques.
- Les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, supportant l'inondation et ne générant ni remblais ni obstacle à l'écoulement des crues.
- L'extension des gravières existantes. Une étude justifiant l'absence de capture du cours d'eau ou de déstabilisation de berges et de digues doit être produite.
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages de matériaux ou produits finis (bois, pneu, ...) autres que précédemment interdits par l'article 1 à condition de garantir l'absence de divagation en cas de crue.
- **Sauf en zone Rd, à l'arrière des digues non CNR**, la création et l'extension d'aires de stationnement en silos et de surface (si aucune alternative n'est trouvée en dehors de la zone inondable), ouvertes au public, sous réserve de la mise en place d'un dispositif adapté destiné à garantir la sécurité des usagers et des véhicules en période de crue (information, alerte, évacuation et accès). Ce dispositif devra être intégré au plan communal de sauvegarde.
- Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, notamment ceux autorisés au titre de la Loi sur l'Eau (ou valant Loi sur l'Eau), et ceux réalisés dans le cadre d'un projet global d'aménagement environnemental ou de protection contre les inondations.
- Les clôtures assurant une *transparence hydraulique** supérieure à 50 % et les murets d'assise de clôtures de moins de 20cm de hauteur.
- **Sauf en zone Rd**, Les bassins et piscines hors sols de moins de 20 m² à condition d'être fixés au sol de manière à ne pas pouvoir être emportés par les eaux ; ou les bassins, piscines et plans d'eau enterrés, sous réserve d'un jalonnement visible en période d'inondation permettant de repérer l'emprise de la construction.
- Les dispositifs de production d'énergie électrique autonome sous réserve qu'ils supportent l'inondation, qu'ils ne présentent pas de risque de formation d'embâcle et qu'ils soient suffisamment ancrés au sol.
- Les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, les mises aux normes, sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation de la *vulnérabilité** et qu'ils restent dans le volume existant.
- Les *changements de destination ou d'usage** s'ils entraînent une réduction de la *vulnérabilité** des personnes exposées ou a minima n'aggravent pas celle-ci.
- **En zone Rh uniquement**, tous *changements de destination ou d'usage** à l'exception de la transformation en ERP de type R, U ou J qui reste interdite.
- La *reconstruction* ou la réparation de *bâtiments sinistrés** dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec l'aléa à l'origine du zonage PPRI.

- Les extensions limitées des ERP de type U, R et J et des établissements de secours ou nécessaires à la gestion de crise dans le cas d'une mise aux normes de l'établissement ou de création d'une zone refuge.
- Les *extensions des bâtiments** d'habitation existants, limitées à 20% de l'*emprise au sol** du bâtiment initial et/ou limitées à 1 étage + comble supplémentaire, sous réserve de ne pas créer d'unité de logement supplémentaire. **En zone Rd**, seules les extensions en étage sont autorisées.
- Les *extensions des activités** existantes, limitées à 20% de l'*emprise au sol** initiale des bâtiments existants et/ou à 20% des surfaces utilisées (somme des surfaces de chaque étage hors *sous-sol**) initiales si extension en étage, sous réserve de ne pas créer une nouvelle activité supplémentaire. **En zone Rd**, seules les extensions en étage sont autorisées.
- **Sauf en zone Rd et uniquement dans les secteurs d'aléas faible ou moyen**, l'installation d'habitations légères de loisir (HLL) et autres constructions légères à usage d'habitation (bungalows, mobil homes, caravanes), dans les terrains de campings existants fermés en période hivernale, à condition que leur implantation respecte les prescriptions ci-après (surélévation), qu'elles soient solidement ancrées pour ne pas divaguer lors d'une crue et que la capacité d'accueil du camping ne soit pas augmentée.
- **Sauf en zone Rd à l'arrière des digues non CNR**, la création et l'extension d'aires de stationnements de camping-cars.

A condition qu'ils ne soit pas utilisés comme des lieux de sommeil, que la sécurité des personnes soit assurée, et que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques :

- Les abris légers, annexes des bâtiments d'habitation, non clos sans limitation de surface (type appentis) ou clos d'une *emprise au sol** inférieure à 20m², destinés à un usage de garage ou de *remise**, sous réserve qu'ils soient fixés au sol de manière à ne pas pouvoir être emportés par les eaux.
- Les installations ne générant ni remblais ni obstacles à l'écoulement des crues et les constructions de moins de 20 m² d'*emprise au sol** à usage technique ou sanitaire, nécessaires à l'exploitation des carrières, à l'exploitation forestière et agricole, aux différents chantiers de travaux, à l'activité culturelle, touristique, sportive et de loisirs, dans la mesure où leur implantation est liée à leur fonctionnalité.
- **Sauf en zone Rd**, les constructions strictement nécessaires à l'activité touristique, sportive et de loisirs, en lien avec l'exploitation du Rhône, du canal de Savières ou du lac du Bourget, dans la mesure où leur implantation est liée à leur fonctionnalité (hors hébergement).
- **Sauf en zone Rd**, les hangars non clos assurant une *transparence hydraulique**, dès lors qu'ils sont destinés à protéger une activité existante et sous réserve que les piliers de support soient conçus pour résister aux affouillements, érosions et chocs d'*embâcles** éventuels.
- **Sauf en zone Rd**, la construction et l'extension (sans création de logement) de bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole.

Article R3 – Prescriptions

A – Mise hors d'eau des planchers

- surélévation au-dessus de la *cote de référence** des *planchers habitables** créés.
- surélévation au-dessus de la *cote de référence** des *planchers fonctionnels** de + de 20m² créés. Si cette surélévation est rendue impossible pour des raisons techniques dûment justifiées, le projet devra participer à une réduction globale de la *vulnérabilité** du bâtiment ou a minima ne pas aggraver celle-ci ; pour les bâtiments d'élevage, le plancher doit être impérativement positionné au-dessus de la cote de référence.
- Les remblais et le bâti autorisés seront conçus et disposés de manière à ce que les eaux puissent circuler et inonder en cas de crue les autres parties du tènement du projet ainsi que les zones voisines inondables (par exemple en limitant strictement le remblai à la surélévation et à l'accès au bâti, en favorisant l'orientation des bâtiments non perpendiculairement aux axes d'écoulement).

B – Règles de construction

- Les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la *cote de référence** soient de nature à résister aux dégradations par immersion (cf. annexe 3, fiches travaux 5 et 9).

C – Etudes

- Tout ERP de type, R, U, J du 1er et 2ème groupes, et de tout autre type du 1er groupe seulement est soumis à une étude de risques (exposition des personnes) (cf annexe 2 fiche-conseils n° 1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf annexe 2 fiche-conseils n°2), puis à la mise en œuvre des préconisations de ces études. Ces études sont à remettre lors de la dépose de la demande de permis de construire.

D – Réseaux

- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation et faciliter le retour à la normale.
- Les réseaux et équipements électriques, électroniques, les installations de chauffage et de distribution des fluides, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés de manière à autoriser leur fonctionnement en période de crue ou situés au-dessus de la *cote de référence**. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de cette hauteur (cf annexe 3, fiches travaux 12 et 13). Pour les projets liés à l'existant (extensions, réhabilitation...), dans le cas où les équipements ne peuvent pas être rehaussés, la surélévation n'est imposée que pour l'installation des équipements et matériels les plus vulnérables.
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent pas de dommages lors des crues (cf annexe 3, fiche travaux 15).
- Les orifices d'aération et de désenfumage situés au-dessous de la *cote de référence** doivent pouvoir être occultés en cas d'inondation (cf annexe 3, fiche travaux 18) .

E – Dépôts et stockages

- A l'intérieur des constructions ou installations de type non ICPE autorisées, le stockage de tout produit dangereux, toxique ou polluant ou sensible à l'eau, doit être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue de référence. Les orifices de remplissage doivent être étanches ou placés à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de référence (exemple cuve à fioul,...). A défaut, le stockage doit être effectué au-dessus de la cote de référence, augmentée de 0,20 m ;
- Le stockage de tous matériaux et produits finis flottants ou susceptibles de divaguer en cas de crue (bois, pneu, ...) doit être correctement organisé pour éviter toute formation d'embâcle et création de dommages en période d'inondation (lestage, arrimage, ancrage ou autre dispositif de protection efficace).
- Les citernes de stockage, les mobiliers d'extérieur, ..et plus généralement tout objet flottant doivent être lestés ou ancrés ou équipés d'un dispositif de protection pour ne pas être emportés par le courant (cf annexe 3, fiche travaux 16).

Article R4 – Recommandations

Pour tous les projets autorisés, les recommandations suivantes s'appliquent :

- Concevoir le soubassement des constructions pour permettre une libre circulation des eaux (constructions sur pilotis par exemple ou transparence hydraulique par vide sanitaire ouvert)

TITRE IV - REGLEMENTATION DES ZONES BLEUES

ZONES B

Les zones classées B correspondent aux espaces de débordement et d'expansion des crues du Rhône dans les zones urbanisées. L'aléa y est généralement modéré (faible ou moyen), il peut être fort dans les secteurs correspondants aux centres urbains.

Dans cette zone, le principe du PPR est d'autoriser l'urbanisation avec des prescriptions destinées à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.



Les dispositions générales du titre II s'appliquent en sus de la présente réglementation

Article B1 - Interdictions

Sont interdits :

- Les remblaiements généraux et tous travaux de terrassement susceptibles d'engendrer des désordres significatifs sur le libre écoulement et l'expansion des crues.
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages de matériaux ou produits finis susceptibles en cas de crue de réduire le champ d'expansion de crue ou de faire obstacle significativement aux écoulements.
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages susceptibles de libérer en cas de crue des *matériaux polluants pour l'environnement, dangereux ou toxique pour la santé** (à titre indicatif cf liste en annexe 4, dépôts de fumier [à l'exception des ouvrages de stockage individuel des effluents requis pour tout nouveau bâtiment d'élevage], dépôts de sel, etc.).
- La création ou l'extension de terrains de campings ainsi que tout aménagement conduisant à une augmentation de la capacité d'accueil.
- La création et l'extension d'aires d'accueil, d'aires de grands rassemblements et de terrains familiaux pour gens du voyage.
- Les clôtures ayant une *transparence hydraulique** inférieure à 50% et les murets d'assise de plus de 20cm de hauteur.
- L'implantation d'habitations légères de loisir et autres constructions légères à usage d'habitation (bungalows, mobil homes, caravanes) même temporaire, sauf dans les terrains de campings existants fermés en période hivernale, à condition que leur implantation respecte les prescriptions ci-après (surélévation), qu'elles soient solidement ancrées pour ne pas divaguer lors d'une crue, et que la capacité d'accueil du camping ne soit pas augmentée.
- La construction, la reconstruction et l'extension de + de 20% de la surface de planchers *des établissements de secours ou nécessaires à la gestion d'une crise** (casernes de pompiers, gendarmeries, etc.) et des ERP de type R, U, J sauf dans le cas d'une mise aux normes des bâtiments existants ou de travaux conduisant à réduire la vulnérabilité des personnes (zone refuge).
- L'implantation, la reconstruction ou l'extension d'installations liées à l'activité industrielle, commerciale, susceptibles de libérer des produits polluants ou dangereux (*type ICPE**).
- Les *reconstructions des biens sinistrés** par une inondation (dommages en lien avec le risque à l'origine du classement de la zone en bleue dans le PPRI).
- La création de *sous-sol** sauf à usage de stationnement ou de remise.

Article B2 - Autorisations

- Tous les projets nouveaux ou activités nouvelles, autres que ceux interdits.

Article B3 – Prescriptions

A – Mise hors d'eau des planchers

- Surélévation au-dessus de la *cote de référence** des *planchers habitables** créés.
- Surélévation au-dessus de la *cote de référence** des *planchers fonctionnels** de + de 20m² créés. Dans les projets d'extension ou de réaménagement et pour les bâtiments agricoles autres que destinés à l'habitation et à l'élevage, si cette surélévation est rendue impossible pour des raisons techniques dûment justifiées, le projet devra participer à une réduction globale de la *vulnérabilité** du bâtiment ou a minima ne pas aggraver celle-ci. Pour les ERP de type U, R, J et les établissements de secours ou nécessaire à la gestion de crise ainsi que pour les bâtiments d'élevage, la surélévation est obligatoire.
- Les remblais et le bâti autorisés seront conçus et disposés de manière à ce que les eaux puissent circuler et inonder en cas de crue les autres parties du tènement du projet ainsi que les zones voisines inondables (par exemple en limitant strictement le remblai à la surélévation et à l'accès au bâti, en favorisant l'orientation des bâtiments non perpendiculairement aux axes d'écoulement).

B – Règles de construction

- Pour les *sous-sol** éventuellement autorisés (usage de stationnement et de remise uniquement), des *dispositifs passifs** adaptés devront être mis en place pour garantir l'absence d'entrée d'eau en surface et par infiltration . En particulier, les accès à ces *sous-sol** devront être positionnés à la cote de référence augmentée de 0,20m.
- Les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la *cote de référence** soient de nature à résister aux dégradations par immersion (cf annexe 3, fiches travaux 5 et 9).

C – Etudes

- Tout ERP de type , R, U, J du 1er et 2ème groupes, et de tout autre type du 1er groupe est soumis à une étude de risques (exposition des personnes) (cf annexe 2, fiche-conseils n°1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf annexe 2, fiche-conseils n°2), et à la prise en compte des préconisations de ces études dans les projets. Ces études sont à remettre lors de la dépose de la demande de permis de construire.

D – Réseaux

- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation et faciliter le retour à la normale.
- Les réseaux et équipements électriques, électroniques, les installations de chauffage et de distribution des fluides, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés de manière à autoriser leur fonctionnement en période de crue ou situés au-dessus de la *cote de référence**. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de cette hauteur (cf annexe 3, fiches travaux 12 et 13). Pour les projets liés à l'existant (extensions, réhabilitation...), dans le cas où les équipements ne peuvent pas être rehaussés, la surélévation n'est imposée que pour l'installation des équipements et matériels les plus vulnérables.
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent pas de dommages lors des crues (cf annexe 3, fiche travaux 15).
- Les orifices d'aération et de désenfumage situés au-dessous de la *cote de référence** doivent pouvoir être occultés en cas d'inondation (cf annexe 3, fiche travaux 18).

E – Dépôts et stockages

- A l'intérieur des constructions ou installations de type non ICPE autorisées, le stockage de tout produit dangereux, toxique ou polluant ou sensible à l'eau, doit être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue de référence. Les orifices de remplissage doivent être étanches ou placés à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de

référence (exemple cuve à fioul,...). A défaut, le stockage doit être effectué au-dessus de la cote de référence, augmentée de 0,20 m ;

- Le stockage de tous matériaux et produits finis flottants ou susceptibles de divaguer en cas de crue (bois, pneu, ...) doit être correctement organisé pour éviter toute formation d'embâcle et création de dommages en période d'inondation (lestage, arrimage, ancrage ou autre dispositif de protection efficace).
- Les citernes de stockage, les mobiliers d'extérieur, ..et plus généralement tout objet flottant doivent être lestés ou ancrés ou équipés d'un dispositif de protection pour ne pas être emportés par le courant (cf annexe 3, fiche travaux 16).

F – Aires de stationnement

- La création et l'extension d'aires de stationnement sont conditionnées à la mise en place d'un dispositif adapté destiné à garantir la sécurité des usagers et des véhicules en période de crue (information, alerte, évacuation rapide et interdiction d'accès). Ce dispositif devra être intégré au PCS.

G – Piscines

- Les piscines , bassins, ...situés sous la *cote de référence** doivent être jalonnés de manière à être visible en période d'inondation (cf annexe 3, fiche travaux 17).

Article B4 – Recommandations

Pour tous les projets autorisés, les recommandations suivantes s'appliquent :

- Concevoir le soubassement des constructions pour permettre une libre circulation des eaux (constructions sur pilotis par exemple ou transparence hydraulique par vide sanitaire ouvert)

Titre V – REGLEMENTATION DES ZONES D'ALEA EXCEPTIONNEL

ZONES EX

Les zones classées Ex correspondent aux espaces inondables pour une crue exceptionnelle du Rhône ayant une occurrence de type millénaire.

Dans cette zone, le principe du PPR est d'autoriser l'urbanisation à l'exception de certains bâtiments les plus sensibles ou nécessaires à la gestion de crise.
Des prescriptions ou des recommandations pour les autres constructions sont édictées pour les autres constructions destinées à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.



Les dispositions générales du titre II s'appliquent en sus de la présente réglementation

Article EX1 - Interdictions

- Les *bâtiments sensibles** (ERP type U, R ou J) avec hébergement et *les établissements de secours ou nécessaires à la gestion de crise** sont interdits.

Article EX2 - Autorisations

- Tous les autres projets sont autorisés.

Article EX3 – Prescriptions

- Surélévation à TN +50cm des planchers des établissements sensibles sans hébergement (ERP R, U ou J) nouveaux ou agrandis.

Article EX4 - Recommandations

- Rehaussement du niveau de plancher d'au moins 0,20 m par rapport au terrain.
- Éviter les *sous-sol* *.

TITRE VI – MESURES CONCERNANT LES BIENS EXISTANTS

Considérations portant sur la réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants

Ces mesures sont définies en application de l'article L 562-1-II-4 du code de l'environnement.

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la date d'opposabilité du présent PPR continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPRI conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

Remarques :

1. Ce titre ne concerne que des mesures portant sur des dispositions d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation de bâtiments et aménagements existants : ces travaux de prévention, mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale du bien (article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995).
2. Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article L 562-1 du code de l'environnement).
3. Il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5 du code de l'environnement, les infractions aux dispositions du PPR sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'État ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du code de l'urbanisme.

Mesures de réduction de la vulnérabilité : ces mesures sont applicables à tous les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la date d'opposabilité du présent PPRI, situés dans les zones soumises à l'aléa de référence, donc en zones **R, Rd, Rh et B**.

Article 1 – Mesures obligatoires

Ces mesures sont obligatoires, assorties d'un délai de réalisation, dans la limite de 10 % de la valeur vénale du bien considéré à la date d'approbation du plan.

- Doivent être réalisées **dans un délai de 2 ans** suivant l'approbation du PPRI, une étude de risques (exposition des personnes) (cf annexe 2 fiche-conseils n°1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf annexe 2 fiche-conseils n°2), dans les ERP de type R, U, J du 1er et 2ème groupe, et pour tous les autres types du 1er groupe seulement ; puis la mise en œuvre des préconisations de ces études.
- Doivent être réalisées **dans un délai de 5 ans** suivant l'approbation du PPRI, une étude de risque (exposition des personnes) (cf annexe 2 fiche-conseils n°1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf annexe 2 fiche-conseils n°2) pour les bâtiments collectifs ; puis la mise en œuvre des préconisations de ces études.

Ces études sont à remettre à la DDT 73 (service ayant en charge les risques naturels) et à la Mairie.

- **Dans un délai de 5 ans** suivant l'approbation du PPRI, **uniquement dans les zones d'aléa fort et quand la hauteur d'eau est 1 m ou plus au-dessus de la cote du plancher le plus haut**, une zone refuge sera aménagée ou créée afin de permettre le regroupement des occupants dans le bâtiment, ou dans un lieu ou local sécurisé proche du bâtiment. Elle sera implantée au-dessus de la cote de référence, sauf impossibilités techniques ou réglementaire

(dans ce cas, le propriétaire devra le signaler au maire pour prise en compte dans le PCS), et dimensionnée en fonction de la population à accueillir (cf. annexe 3 fiche travaux 4).

- **Dans un délai de 5 ans**, les orifices d'aération et de désenfumage situés au-dessous de la cote de référence doivent être équipés d'un dispositif d'occultation à mettre en place en cas d'inondation.
- **Dans un délai de 2 ans**, vérification et, si nécessaire modification, des conditions de stockage des produits dangereux ou polluants de façon à ce qu'ils ne puissent ni être entraînés ni polluer les eaux.
- **Dans un délai de 2 ans**, les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- **Dans un délai de 2 ans**, un dispositif pour empêcher les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue devra être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).

Article 2 – Mesures recommandées

En plus des mesures précédentes obligatoires, d'autres mesures sont recommandées pour améliorer la sécurité des personnes et réduire la vulnérabilité des biens. Leur usage peut s'avérer pertinent en cas de modifications internes des locaux ou à l'occasion des travaux de rénovation.

- Les ouvertures dont tout ou partie se situe au-dessous de la cote de référence pourront être équipées d'un dispositif de type batardeau (barrière anti-inondation amovible) d'une hauteur de 0,20 m au-dessus de la cote de référence, sans dépasser 1m, ou de tout autre dispositif étanche équivalent et apte à résister à la surpression dynamique de la crue (cf. annexe 3 fiche travaux 1).
- Lors d'une réfection ou d'un remplacement : les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques...) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau (cf annexe 3 fiches travaux 5, 6, 7, 9 et 10).
- Lors d'une réfection ou d'un remplacement : le tableau de distribution électrique sera positionné au-dessus de la cote de référence, ou *a minima* il sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans la couper dans les niveaux supérieurs (cf annexe 3 fiche travaux 13).
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau pourront être placés au-dessus de la cote de référence.
- Étude de vulnérabilité des constructions autres que celles visées à l'article 1 (cf annexe 2 Fiche-conseils 2) et adaptation des constructions selon les préconisations de ces études.
- Les installations d'assainissement pourront être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent pas de dommages lors des crues (cf annexe 3 fiche travaux 15).

Le recours à d'autres dispositifs adaptés et innovants en matière de réduction de la vulnérabilité est évidemment encouragé.

Des guides et sites internet peuvent aider au choix des dispositifs (cf. annexe 3).

TITRE VII - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Ces mesures sont définies en application de l'article 562-1-3 du code de l'environnement.

Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article 562-1 du code de l'environnement).

Chapitre 1 - Mesures de prévention

Article 1-1 - Information des citoyens

1.1.1. Le décret 90-918 du 11 octobre 1990

Modifié par le décret 2004-554 du 9 juin 2004, il précise les modalités obligatoires d'information que le public est en droit d'attendre, dans le domaine des risques majeurs, en application de l'article L 125-2 du code de l'environnement.

- le DDRM : le dossier départemental des risques majeurs, visé à l'article 3 du décret, a été élaboré par le Préfet de la Savoie en janvier 2006. Il est en cours de modification.

Il a été adressé à toutes les communes qui sont tenues de le faire connaître et de le mettre à disposition du public. Il en sera de même de toutes les révisions éventuelles.

- le DCS de chaque commune a été réalisé et notifié par le Préfet.

Il doit être tenu à la disposition du public en mairie et en Préfecture.

- le DICRIM : les informations transmises par le Préfet doivent être reprises dans le document d'information communal sur les risques majeurs que le maire est chargé de mettre en œuvre dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPR. Il doit informer le public de l'existence de ce document par avis affiché en mairie.

1.1.2. L'article L125-2 du code de l'environnement

Issu de la loi 2003-699 du 30 juillet 2003, il fait obligation aux maires des communes, sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPR, d'informer la population au moins une fois tous les 2 ans, par tous moyens appropriés, sur les caractéristiques du ou des risques naturels connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du plan, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer le risque, ainsi que sur les garanties prévues à l'article 125-1 du code des assurances.

Article 1-2 – Information des acquéreurs et locataires

Le décret 2005-134 du 15 février 2005 qui précise l'article L 125-5 du code de l'environnement fait obligation au Préfet de fournir aux maires des communes sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPR, la connaissance en matière de risques naturels et technologiques, afin que ceux-ci puissent tenir ces informations à disposition des vendeurs et bailleurs de biens immobiliers.

Ces informations ont été notifiées aux communes concernées le 16 octobre 2006. Elles seront régulièrement mises à jour par des arrêtés préfectoraux complémentaires.

Article 1-3 – Actions visant à améliorer la connaissance du risque et en conserver la mémoire

Le décret 2005-233 du 14 mars 2005 stipule que des repères de crues doivent être installés par les maires, notamment dans les espaces et édifices publics.

Le recensement des repères existants sera effectué dans chaque commune dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPR.

A l'issue de nouvelles inondations, le maire doit mettre en place les repères de crues conformément au décret susvisé et procédera à l'information prévue à l'arrêté du 14 mars 2005. Ces informations doivent être retranscrites dans les DICRIM.

Article 1-4 – Gestion des eaux

La plupart des aménagements, s'ils ne sont pas conçus et réalisés avec les précautions nécessaires, sont susceptibles d'entraîner des perturbations marquées dans le régime des écoulements, qu'ils soient superficiels ou souterrains, et donc de créer ou d'aggraver les risques pour l'aval. Le but est donc de faire en sorte que, quels que soient les aménagements autorisés ou non, les modifications apportées aux écoulements tant de surface que souterrains soient supportables pour les activités, urbanisations, équipements, etc....existants non seulement sur la commune, mais encore sur les communes voisines, et ce pour le long terme.

Par ailleurs, il est rappelé l'**obligation d'entretien faite aux riverains**, définie à l'article L 215-14 du code de l'environnement :

« Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des dispositions des chapitres Ier, II, IV, VI et VII du présent titre (eaux et milieux aquatiques), le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques ».

Chapitre 2 – Mesures de protection collectives

Nota : Les mesures de protection individuelles sont traitées, pour les projets nouveaux et les biens existants, dans le corps du règlement, en fonction de la nature du risque et de la zone réglementaire.

Article 2-1 – Mesures obligatoires de protection

Certains ouvrages de protection, comme les digues CNR et autres digues du Rhône et du Guiers, sont concernés par le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007, relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques. Le classement par l'Etat de ces ouvrages, au titre de la sécurité publique, donnera l'obligation au responsable de l'ouvrage de prévoir les dispositifs de surveillance et d'entretien. Dans certains cas, l'étude de danger à réaliser par le responsable de l'ouvrage permettra de diagnostiquer son état et de définir les éventuelles mesures de restauration nécessaire à son bon fonctionnement.

Article 2-2 – Sont recommandées les mesures suivantes

Des travaux de gestion des eaux pluviales en zones urbaines (redimensionnement des réseaux, aménagement de bassins d'orage, etc.) s'appuyant sur une étude globale préalable, à l'échelle de la commune ou d'un bassin versant.

Un contrôle régulier et si nécessaire, l'entretien des ouvrages.

Un contrôle régulier de la végétation dans les cours d'eau et le cas échéant, des travaux d'élagages en prévention des embâcles (élimination et évacuation/destruction des bois).

Chapitre 3 – Mesures de sauvegarde

Article 3-1 – L'affichage des consignes de sécurité

L'affichage des consignes de sécurité figurant dans le DICRIM devra être réalisé dans un délai de un an suivant la publication du DICRIM, dans les bâtiments visés à l'article 6 du décret 90-918 du 11 octobre 1990, modifié par le décret 2004-554 du 9 juin 2004 et situés dans les zones de risque.

Cet affichage concerne :

Texte* : voir glossaire

- les ERP recevant plus de 50 personnes,
- les bâtiments d'activités industrielles, commerciales agricoles ou de service dont l'occupation est supérieure à 50 personnes,
- les terrains de camping et de caravaning dont la capacité est supérieure à soit 50 campeurs sous tente, soit à 15 tentes ou caravanes à la fois,
- les locaux d'habitation de plus de 15 logements.

Article 3-2 – Le plan communal de sauvegarde

La loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile impose entre autres aux maires des communes dotées d'un PPR, d'un PPRM ou d'un PPRT approuvé ou comprises dans le champ d'application d'un PPI, la réalisation d'un plan communal de sauvegarde (PCS) **dans le délai de 2 ans**.

Le plan communal de sauvegarde définira impérativement les mesures d'évacuation ou de confinement des personnes pour tous les bâtiments concernés par les risques objets du présent PPR.

Afin que chaque commune dispose de tous les éléments d'information nécessaires pour lui permettre d'intervenir préventivement à bon escient, le PCS pourra utilement intégrer les résultats d'une réflexion à mener à l'échelle intercommunale avec les gestionnaires et les services concernés, en regard des effets du phénomène de référence, concernant :

- les voies de circulation et itinéraires permettant les déplacements des véhicules d'intervention d'urgence et de secours, l'accessibilité aux différents centres névralgiques (centres téléphoniques, de secours, de soins, hôpital, ateliers municipaux, centre d'exploitation de la route...),
- la protection des réseaux d'électricité, de gaz, de communication et les conditions de remise en service au plus tôt,
- le fonctionnement minimum des services de première nécessité et d'assistance aux victimes ou personnes isolées (cantines, livraison de repas...),
- la protection des sites à risques particuliers susceptibles de provoquer des pollutions ou des embâcles (ICPE, déchetteries, aires de stockage, parkings...).

Article 3-3 – Code d'alerte national et obligations d'information

En application de la loi 2004-811 du 13 août 2004 portant modernisation de la protection civile, le décret 2005-1269 du 12 octobre 2005 définit les mesures destinées à alerter et informer la population, en toutes circonstances, soit d'une menace ou d'une agression et détermine les obligations auxquelles sont assujettis les services de radio et de télévision.

Il impose aussi aux détenteurs de dispositifs d'alerte de s'assurer de leur bon fonctionnement, notamment par des inspections et essais périodiques.

Article 3-4 - Service de Prévision des Crues

Un service de prévision des crues a été mis en place notamment pour le fleuve Rhône. Un service de vigilance crues, basé sur les mêmes principes que la vigilance météorologique de Météo France a été mis en service et est accessible sur Internet à l'adresse :

<http://www.vigicrues.ecologie.gouv.fr>

ANNEXES

ANNEXE 1 : Classification des ERP


Tableau indicatif des catégories d'établissements recevant du public (ERP)

Seule la sous-commission départementale de sécurité est habilitée à classer les ERP

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENT					
groupe	Deuxième groupe	Premier groupe			
catégorie	5	4	3	2	1
Effectif du public et du personnel	Établissements dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas les seuils du tableau ci-dessous.	Établissements n'appartenant pas à la 5 ^e catégorie et inférieur à 300 personnes	301 à 700	701 à 1500	> 1500

Seuils - 5^{ème} catégorie

▶ Seuil d'effectif du public

Types	Nature de l'exploitation	Sous sol	Etage	Tous niveaux
J	Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées : - Effectif des résidents : - Effectif total :			25 100
L	Salles d'audition de conférences, de réunions	100		200
	Salles de spectacles, de projection, à usage multiples, cabarets	20		50
M	Magasins de vente	100	100	200
N	Restaurants ou débits de boissons	100	200	200
O	Hôtels ou pensions de famille			100
P	Salles de danse ou salles de jeux	20	100	120
R	Crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes-garderies	 INTERDIT	20 si un seul niveau 1 si plusieurs niveaux	100
	Autres établissements d'enseignement	100	100	200
	Internats ou Centres de vacances			30
S	Bibliothèques ou centres de documentation	100	100	200
T	Salles d'expositions	100	100	200
U	Etablissements de soins sans hébergement			100
	Etablissements de soins avec hébergement			20
V	Etablissements de culte	100	200	300
W	Administrations, banques, bureaux	100	100	200
X	Etablissements sportifs couverts	100	100	200
Y	Musées	100	100	200
GA	Gares			200
OA	Hôtels-Restaurants d'altitude			20
PA	Etablissements de plein air			300
CTS	Chapiteaux (cirque, spectacle, bals...)			20
PS	Parcs de stationnement			10
SG	Structures gonflables			10 véhicules
REF	Refuges de montagne			
	Etablissements pénitentiaires			
Pas de 5 ^e catégorie				

Sont également assujettis :

- a) certains **logements-foyers** et **habitat de loisirs à gestion collective** dépassant 50m²;
- b) certains **hébergements** accueillant de **15 à 100 personnes** n'y élisant pas domicile ;
- c) si l'**hébergement** concerne **des mineurs** en dehors de leurs familles, le seuil est fixé à **7 mineurs**.
- d) les **maisons d'assistants maternels (MAM)** limités à un seul étage sur rez-de-chaussée dont l'effectif ne dépasse pas 16 enfants. NB : Une MAM est le regroupement d'au moins deux et au plus quatre assistants maternels.

Source : SDIS-73 - Janvier 2012

ANNEXE 2 : Fiches Conseils

**FICHE 1 – relative aux ETUDES DE RISQUES
pour la protection des personnes, par rapport aux risques en présence
(recommandations ou prescriptions)**

Préambule :

Le règlement du PPRI prescrit la réalisation d'une étude de risques préalable à la réalisation de certains projets en zone R ou B afin de contribuer à la sécurisation des personnes susceptibles de fréquenter un bien. Cette sécurisation s'effectue par la mise en oeuvre de mesures adaptées.

Le règlement prescrit ou recommande également la réalisation d'une étude de danger pour l'existant selon la nature de la construction (établissement recevant le public, bâtiment collectif d'habitation, parc de stationnement souterrain, autre type de construction).

Objet de l'étude de mise en sécurité :

L'étude de risques a pour objet de préciser l'ensemble des mesures de maîtrise des risques mises en oeuvre dans l'enceinte de l'établissement, par le responsable de l'établissement.

Ces mesures définissent les conditions de mise en sécurité des occupants et usagers tant dans les bâtiments qu'à leurs abords ou annexes et, s'il s'agit d'un service public lié à la gestion de crise, les modalités de continuité de celui-ci.

Caractéristiques de l'établissement :

- Nature de l'établissement : ERP, autre ;
- Type d'occupation : occupation 24h/24 (internat, maison de retraite) ou occupation diurne (écoles, restaurants etc...) ;
- Nombre de personnes concernées, âge, mobilité ;
- Préciser les différentes voies d'évacuation (chemin piétonnier, routes, etc...) ;
- Stationnements : surface , nombre de niveaux, existence de sous-sol.

Risques encourus :

- Description : comment survient le phénomène (rapidité, fréquence, quelle partie du bâtiment est la plus vulnérable) au regard des documents de référence (éléments du PPR, études hydrauliques complémentaires etc...) ;
- Scénario probable de crise : description sommaire du déroulement des événements ;
- Vulnérabilité :
 - accès : disponibilité des accès pour une évacuation, pour une intervention des secours ;
 - réseaux extérieurs et intérieurs : capacité des réseaux à supporter les risques, réseau électrique indépendant en cas d'inondation ;

- milieu environnant : identification de facteurs potentiellement aggravants, effet dominos.

Moyens mis en oeuvre pour la sécurité des personnes :

- Mesures de prévention :
 - les rôles des différents acteurs (le chef d'établissement, le responsable hygiène-sécurité, les personnes ressources).
 - les mesures :
 - alerte : quand, comment et par qui est déclenchée l'alerte (quelles sont les dispositions du plan communal de sauvegarde à cet égard) ?
 - ou et comment mettre les personnes en sécurité (usagers, résidents, personnels etc...) ? quelle stratégie mettre en oeuvre face à l'aléa (évacuation ou confinement) ?
 - zone refuge : existe-t-il des locaux pouvant servir de refuge, de lieu de confinement, de lieux de rassemblement, sont-ils adaptés au regard de l'aléa ? quelle signalétique est mise en place ?
 - pour les établissements scolaires, vérifier que le plan particulier de mise en sécurité prend en compte l'aléa inondation.
 - comportement à tenir : quelles sont les consignes à appliquer ? existe-t'il une liste des personnes ressources avec leurs missions respectives ? la gestion des liaisons avec les autorités est elle assurée ?
- Voir si l'adaptation du bâtiment et des abords permet d'améliorer la protection des personnes (cf. fiche conseils « étude de vulnérabilité ») :

La réalisation de cette étude ainsi que la prise en compte de ses résultats est de la responsabilité du propriétaire, du gestionnaire ou de l'exploitant du bien.

**FICHE 2 – relative aux ETUDES DE VULNERABILITE
d'un bâtiment, par rapport aux risques en présence
(recommandations ou prescriptions)**

Préambule :

Le règlement du PPRI prescrit la réalisation d'une étude de vulnérabilité préalable à la réalisation de certains projets en zone R ou B afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité des ouvrages par la mise en oeuvre de mesures adaptées.

Le règlement prescrit ou recommande également la réalisation d'une étude de vulnérabilité pour l'existant selon la nature de la construction (établissement recevant le public, bâtiment collectif d'habitation, parc de stationnement souterrain, autre type de construction).

La vulnérabilité est définie dans le glossaire du règlement.

Objet de l'étude de vulnérabilité :

Cette étude a pour objectif principal d'apporter des conseils en vue de la réduction de la vulnérabilité des biens face au risque d'inondation. La présente fiche est destinée à conseiller le commanditaire du diagnostic.

Mode d'élaboration du diagnostic :

Le commanditaire de l'étude de vulnérabilité peut être selon le cas, le propriétaire ou l'occupant, l'exploitant, le chef d'entreprise ou d'établissement.

Cette étude peut se faire en interne par un membre du personnel ou en externe par un expert indépendant. Elle est réalisée en collaboration avec le commanditaire qui précise à chaque étape, les orientations de l'analyse. Plusieurs organismes sont à même d'apporter des conseils (la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers, les compagnies d'assurances, les syndicats professionnels, les bureaux de contrôle technique).

Méthodologie :

Une étude de vulnérabilité des constructions dans le cas d'inondation doit notamment :

1 – Présenter les caractéristiques du bâtiment, son environnement immédiat et décrire les risques encourus :

- le type de construction ;
- son environnement immédiat (accès, réseaux etc...) ;
- les risques encourus : comment survient le phénomène ? (origine de l'aléa, sa rapidité, sa fréquence) au regard des documentations de référence (PPR, études hydrauliques, études géotechniques etc...) ;
- les scénarios prévisibles de crise.

2 – Etablir la liste des vulnérabilités hiérarchisées selon leur gravité (dommages matériels, organisationnels, réseaux indispensables à l'activité etc...) :

- quelles sont les parties du bâtiment les plus vulnérables au phénomène identifié ?
- sur le plan de la sécurité des occupants : y a t'il des risques pour le personnel ? peut-on accéder au bâtiment (évacuation, intervention des secours) ? l'électricité et le téléphone fonctionneront-ils ?
- sur le plan du fonctionnement et de la poursuite de l'occupation ou de l'activité : quelles machines ou quels équipements, quels stocks seront atteints ? quand redémarrer l'activité ?
- sur le plan du dommage aux biens : quel délai et quel coût pour le séchage, le nettoyage et la remise en état ?
- identifier les activités stratégiques (activités nécessaires au bon fonctionnement) et parmi elles, celles absolument vitales.

3 – Proposer des améliorations en précisant leurs degrés de fiabilité, leurs coûts et leurs limites, par l'identification des mesures de réduction de la vulnérabilité (limiter les dommages aux biens, faciliter le retour à la normale). Ces propositions portent notamment sur :

- la connexion aux réseaux extérieurs ;
- les structures (y compris les ouvertures) ;
- les réseaux intérieurs et équipements techniques ;
- la création des équipements de protection ;
- le fonctionnement interne (en mode dégradé).

Afin d'assurer la sûreté des personnes, une étude de danger peut être réalisée conformément aux dispositions de la fiche-conseils 1.

LA MISE EN OEUVRE DES MESURES DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ PREVUES DANS CETTE ETUDE , RELÈVE DE LA RESPONSABILITÉ DU COMMANDITAIRE

ANNEXE 3 : Fiches travaux à l'attention des constructeurs

Extrait du guide : « Référentiel de travaux de prévention du risque d'inondation dans l'habitat existant »

Auteur : Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement
Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie
Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature – DGALN

Parution : Juillet 2012, 80 p.






- Fiche 1 – Travaux de mise en place de dispositifs d'étanchéité temporaires
- Fiche 2 – Colmatage des voies d'eau
- Fiche 3 – Élimination des eaux résiduelles
- Fiche 4 – Aménagement d'une zone refuge
- Fiche 5 – Réalisation de planchers en béton armé
- Fiche 6 – Réfection des cloisons de distribution et de doublage
- Fiche 7 – Remplacement des isolants thermiques et acoustiques
- Fiche 8 – Protection des équipements de génie climatique
- Fiche 9 – Remplacement des revêtements de sol
- Fiche 10 – Remplacement des menuiseries intérieures
- Fiche 11 – Remplacement des menuiseries extérieures
- Fiche 12 – Redistribution / Modification des circuits électriques
- Fiche 13 – Mise hors d'eau des tableaux de répartition et coffrets
- Fiche 14 – Protection des ascenseurs
- Fiche 15 – Prévention des dommages aux réseaux EU-EP
- Fiche 16 – Prévention des dommages dus aux cuves d'hydrocarbures
- Fiche 17 – Protection des personnes en présence de piscines
- Fiche 18 – Protection des vides sanitaires

Guide complet téléchargeable sous : http://catalogue.prim.net/195_referentiel-de-travaux-de-prevention-de-l-inondation-dans-l-habitat-existant.html

et

www.savoie.gouv.fr

ANNEXE 4 : Liste non exhaustive de produits et matériaux polluants toxiques ou dangereux

	H200	Explosif instable
	H201	Explosif : danger d'explosion en masse
	H202	Explosif : danger sérieux de projection
	H203	Explosif : danger d'incendie, d'effet de souffle ou de projection
	H260	Dégage, au contact de l'eau, des gaz inflammables qui peuvent s'enflammer spontanément
	H261	Dégage, au contact de l'eau, des gaz inflammables
	H330	Mortel par inhalation
	H340	Peut induire des anomalies génétiques (indiquer la voie d'exposition s'il est formellement prouvé qu'aucune autre voie d'exposition ne conduit au même danger)
	H350	Peut provoquer le cancer (indiquer la voie d'exposition s'il est formellement prouvé qu'aucune autre voie d'exposition ne conduit au même danger)
	H350i	Peut provoquer le cancer par inhalation
	H360	Peut nuire à la fertilité ou au fœtus (indiquer l'effet s'il est connu) (indiquer la voie d'exposition s'il est formellement prouvé qu'aucune autre voie d'exposition ne conduit au même danger)
	H360D	Peut nuire au fœtus
	H360Df	Peut nuire au fœtus. Susceptible de nuire à la fertilité.
	H360F	Peut nuire à la fertilité.
	H360Fd	Peut nuire à la fertilité. Susceptible de nuire au fœtus.
	H360FD	Peut nuire à la fertilité. Peut nuire au fœtus.
	H400	Très toxique pour les organismes aquatiques.
	H410	Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets à long terme
	H411	Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets à long terme.
	H412	Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets à long terme.
	H413	Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour les organismes aquatiques.

ANNEXE 5 : Glossaire

Aléa

Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité donnée. Le phénomène d'inondation est qualifié par la hauteur et la vitesse de l'eau. La combinaison de ces paramètres conduit à 3 niveaux d'aléas : faible, moyen et fort.

Bâtiment d'activité

Dans le présent règlement, ce terme porte sur toute activité en dehors de l'habitation, des établissements sensibles, des établissements nécessaires à la gestion de crise et ceux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectifs.

Bâtiment collectif

Est considéré comme bâtiment collectif un bâtiment à usage d'habitation comprenant plus de 10 logements ou accueillant plus de 25 personnes .

Changement de destination ou d'usage d'un bien

Au sens du code de l'urbanisme, neuf destinations possibles d'un bien sont identifiées (habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, entrepôt, constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif). Le passage d'une de ces catégories à une autre constitue un changement de destination.

On parle également de changement d'usage en cas de modification de l'utilisation faite d'un bien (exemple d'un garage transformé en pièce d'habitation).

Le changement de destination ou d'usage implique nécessairement une modification de la vulnérabilité. Elle augmente lorsque la population et/ou la valeur du bien augmente, elle diminue dans les autres cas.

Cote de référence

La cote de référence est une cote (altimétrie) déterminée pour le phénomène de référence du PPRI (soit une crue centennale, soit une crue historique). Elle correspond au plus haut niveau atteint par l'eau lors de cet épisode. Elle est par conséquent la cote réglementaire du PPRI, fixée notamment pour le positionnement des planchers des constructions autorisées en zone inondable. Elle s'exprime en mètres dans le repère NGF (Nivellement Général de la France).

Dispositif passif

Ne nécessitant pas d'intervention humaine ou de déclenchement automatisé.

Embâcle

Accumulation de matériaux transportés par les eaux et faisant obstacles à l'écoulement en amont d'un ouvrage (pont, buse...)

Emprise au sol

Surface close ou non qu'occupe un bâtiment au sol (projection verticale du volume du bâtiment) hors terrasse, balcon, débord de toiture...

Enjeu

Personnes, biens, activités, moyens et/ou patrimoine, susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel.

Établissement de secours ou nécessaire à la gestion de crise

Établissements publics nécessaires à la gestion de crise, à la sécurité civile et aux secours : police, gendarmerie, pompiers, PC routier...

Établissement sensible

Établissement spécialisé (hôpital, maison de retraite, internat, crèche, établissement scolaire...) pour l'accueil des personnes fragiles, c'est-à-dire difficilement évacuables (enfants, personnes âgées, handicapées, malades...). Du fait de leur âge, d'un handicap permanent ou provisoire, ces personnes ne peuvent - en cas d'alerte- évacuer l'établissement par leur propre moyen ou suffisamment rapidement au regard de la vitesse de montée des eaux. Dans le présent PPRi, ces établissements revêtent le caractère d'ERP de type R, U ou J et sont donc réglementés par ce biais.

Extension du bâti existant

C'est la création d'une construction liée au bâti existant, en extension latérale ou en étages.

Extension de l'activité existante

Création d'une construction attenante ou non liée à l'activité.

Fossé

Ce terme désigne un axe hydraulique artificiel destiné à évacuer les eaux collectées (pluviales, de drainage, etc...). Les fossés qui n'excèdent pas 0,50m de profondeur ou 1m² de section ne sont pas réglementés au titre du présent PPRi.

ICPE

Installation classée pour l'environnement

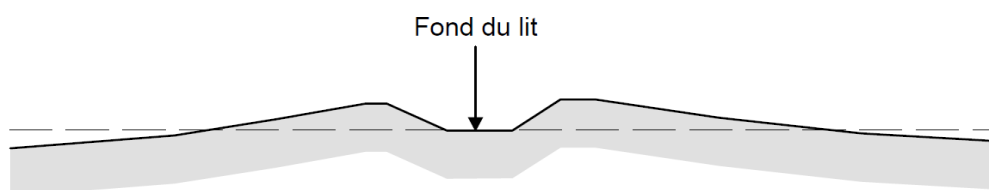
Les installations et usines susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulières, relatives à ce que l'on appelle "les installations classées pour la protection de l'environnement"

Lit mineur

La loi sur l'eau définit le lit mineur d'un cours d'eau comme étant l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement. Il correspond en général à la zone comprise entre les crêtes de berges ou de digues.

Lit perché

On parle de lit perché lorsque l'altitude du terrain décroît lorsqu'on s'éloigne du cours d'eau et lorsque le fond du lit est à une altitude supérieure à celle du terrain



Matériaux ou produits polluants pour l'environnement, dangereux ou toxique pour la santé

A titre indicatif une liste est jointe en annexe 4. L'absence de caractère polluant pour l'environnement de dangerosité ou de toxicité pour la santé des produits ou matériaux en cas d'inondation est à démontrer par le maître d'ouvrage.

Plancher habitable

Plancher à usage d'habitation (y compris garage, remise et annexes lorsque leur surface dépasse 20m²).

Plancher fonctionnel

Plancher où s'exerce de façon permanente une activité quelle que soit sa nature (industrie, artisanat, commerce, service), à l'exception de l'habitation.

Projet

Est considéré comme projet, toute construction, aménagement, camping, installation, clôture...

Est considéré comme lié à l'existant :

- toute reconstruction,
- toute extension de bâtiment existant,
- tout changement de destination ou d'usage,
- toute rénovation, réhabilitation, réfection, restructuration, transformation du bâti...

En ce qui concerne la prise en compte des risques naturels, on veillera ici à ce que tout projet nouveau lié à l'existant respecte les règles minimales d'urbanisme permettant de ne pas aggraver la vulnérabilité et si possible de la réduire (voir ci-après).

Remblais

Exhaussement du sol par apport/dépôt de matériaux

Reconstruction après sinistre

La reconstruction après sinistre intervient lorsque le bâtiment est détruit ou très endommagé à la suite d'un sinistre. La « remise en état » s'effectue dans le volume existant, sans changement de destination. La reconstruction après sinistre ne peut être autorisée que si les causes du sinistre sont indépendantes du phénomène qui a valu le classement en zone de risque (ex. bâtiment détruit par un incendie dans une zone de risque fort d'inondation).

Remise

Construction servant d'abri pour du matériel.

Risque

Le risque se définit comme étant le croisement entre aléa et enjeu.

Sous-sol

Niveau de plancher dont une partie au moins est située sous le niveau du terrain naturel.

Transparence hydraulique

La transparence hydraulique ou perméabilité est définie comme le rapport de la surface libre (vide) à la surface totale, afin de ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Vulnérabilité

Qualifie ici la plus ou moins grande quantité de personnes ou de biens susceptibles d'être affectés par la présence d'un phénomène naturel.

Pour diminuer la vulnérabilité, il sera recherché de diminuer la présence humaine dans la zone inondable (diminution du nombre de logement, de la capacité d'accueil d'un établissement...), et /ou de diminuer l'exposition au risque des personnes en présence (mise hors d'eau des planchers, création de zones refuge...) et /ou de diminuer la sensibilité des biens dégradables par l'eau.

Augmenter la vulnérabilité c'est augmenter la sensibilité des personnes, leur nombre et/ou la valeur des biens exposés au risque (ex : transformer un entrepôt en habitation, créer une extension sans prendre en compte le risque...).